

# Séditions

Avril/Mai 2016

Définition: Révoltes concertées contre l'autorité publique.  
synonyme d'attentats, complots, insurrections,  
émeutes, agitations

n° 7



Journal anarchiste a périodique  
de Besançon et de ses environs

[seditions.noblogs.org](http://seditions.noblogs.org) / [seditions@riseup.net](mailto:seditions@riseup.net)

## Deux jolis mois contre le travail et son monde !

### Sommaire :

- 1/ Deux jolis mois contre le travail et son monde ! (chronologies d'agitations dans le cadre de la lutte contre la loi « travail » à Besançon et partout ailleurs) : p. 1 à 4
- 2/ Quelques textes d'agitation (tracts et affiches) contre le travail : p. 5 & 6
- 3/ Détours – Contre l'urbanisme : p. 7 & 8
- 4/ Face aux rac(ial)istes et aux cul-bénis d'extrême-gauche, solidarité ! p. 8
- 5/ A l'assaut du vieux monde (brèves d'actions directes) : p. 8

La journée du 9 mars a été le point de départ d'un mouvement de révolte contre la « loi travail », qui constitue une des nombreuses mesures offensives du capital et l'État à notre encontre. On ne détaillera pas le contenu de cette « loi travail », ce qui en général est l'apanage des politiciens. C'est

lorsque certains se penchent sur les points de cette loi qu'il faut commencer à se méfier. Nous n'avons pas besoin de détailler le contenu de cette loi de la domination pour renforcer la mainmise du capital sur nos vies, pour nous mener au turbin encadrés par toujours plus d'uniformes et de caméras, pour nous livrer toujours plus à la merci des patrons. Quoi qu'il en soit, la révolte contre cette société n'attend aucune loi spécifique. C'est seulement l'occasion de se soulever ensemble contre l'État et ce monde de fric qui contrôlent nos vies, les militarisent, nous enferment, exploitent et éliminent celles et ceux qui refusent de prendre part au désastre du capitalisme.

### Ce qu'il s'est passé à Besançon:

Tout commence le 9 mars, avec un appel à manifester pour 14h place de la révolution lancé sur un réseau social. Les syndicats, pris de cours, emboîtent le pas à cette initiative par crainte du caractère incontrôlable du déroulement des manifs des jeunes. Ces syndicats entendent donc être présents pour surveiller tout ce petit monde, et leurs propos tenus lors de l'intersyndicale l'illustrent une nouvelle fois. Plus de 4000 personnes manifestent à travers les rues. Les flics en civil menacent les responsables syndicaux de charger

si le cortège prend la voie du tramway, ce qui correspondait davantage à un coup de pression qu'autre chose. Vu le nombre de personnes présentes, cela aurait été bien hasardeux de leur part d'attaquer le cortège au départ de la manif. Toujours est-il que nos pacificateurs obéissent à l'injonction des flics. On notera tout de même que des militants du MJS se sont perdus dans le cortège. Arrivés à la fin du parcours, ils se sont faits arracher leur drapeau, qui a ensuite été brûlé parmi la foule et accroché à un chéneau de la place de la révolution.

Le 17 mars, ce sont les étudiants et les lycéens qui prennent la rue: 300 personnes sont au rendez-vous, et on constate paradoxalement

qu'en étant moins nombreux on met bien plus de bâtons dans la routine tramway-boulot-dodo. Bon nombre de tags, qui ont été inscrits sur les murs de la ville quelques jours avant cette journée de mobilisation, appellent à tout bloquer et à prendre la rue. Parmi eux, « Pour vivre debout, bloquons tout! Grève générale! », « Vivons debout, bloquons tout! Tou.te.s dans la

rue! », « Ni loi ni travail », « Gare à toi bourgeois! », « Contre la loi des patrons : grève, blocage, sabotage! », etc ... Le cortège tente de rameuter les lycéens de plusieurs bahuts: ça commence au lycée 'Pasteur' situé en plein centre-ville. En arrivant devant les grilles du lycée, le proviseur prend des allures de vigile, craignant que certains manifestants pénètrent dans l'établissement. Mais quelques minutes plus tard, plusieurs d'entre eux arrivent à entrer de force dans le lycée. Les surveillants prévoient le coup et stationnent devant chaque porte d'accès aux salles de cour situées aux étages. L'administration décide de verrouiller les grilles de l'établissement, enfermant les lycéens et les quelques personnes qui ont pénétré de force. Par ailleurs, on apprend que le proviseur a appelé les flics et porte plainte pour agression et intrusion dans l'établissement. D'après sa déclaration aux keufs, il évoque de « jeunes individus violents et cagoulés prêts à en découdre ». Malheureusement, très peu de lycéens rejoindront le cortège par crainte de représailles de la part de l'administration. Le cortège continue en direction du lycée 'Jules Haag', puis devant le lycée professionnel 'Condé', où les flics sont présents en nombre. Quelques manifestants arrivent à pénétrer dans l'enceinte des lycées. Bien que les membres de l'administration du lycée 'Jules Haag' anticipent le coup et la désactivent rapidement, il y a en revanche plus de succès au lycée 'Condé', où

cette perturbation réussit à faire sortir les lycéens dans la cour. Le but n'était évidemment de les joindre à la manifestation puisque les portes étaient verrouillées par l'administration et gardées par les flics, mais plutôt de perturber le déroulement des cours et le fonctionnement normal du lycée, ainsi que d'afficher notre présence et notre détermination pour la suite.

Le 24 mars, 400 personnes sont au rendez-vous place de la révolution. Le cortège est bruyant, de nombreux slogans offensifs sont lancés « A bas l'État, les flics et les patrons! », « PS-MEDEF, mais défonçons-les! », « les patrons comprennent qu'un seul langage, Grève, blocage, sabotage! ». Il s'agit de la deuxième manif sauvage après celle du 17, ce qui a le don d'énerver les flics. Comme lors du 17, le cortège sort du centre-ville piéton et de la routine des manifs plan-plan encadrées par les centrales syndicales et les flics. Le tramway est bloqué pendant un bon moment, car le cortège de la manif suit ses voies en direction de la gare, qui malheureusement ne sera pas envahie. Cependant, un sit-in se tient sur l'un des gros rond-points devant la gare TGV pendant près de 20 minutes. En redescendant la rue 'Battant' en direction du centre-ville, le local du front de gauche reçoit glaviots et tags anarchistes sur sa façade. La manif continuera le long de la voie du tramway, bloquant une nouvelle fois le tram-tram quotidien des bisontins, travailleurs comme consommateurs. Plus tard dans l'après-midi, un manifestant s'est vu convoqué par la police en rentrant de la balade. Les raisons de cette injonction policière sont en lien avec la plainte déposée à la suite de l'intrusion de force dans le lycée 'Pasteur' lors de la manif du 17 mars. Il se fera interpellé par les flics alors qu'il se rendait à sa convocation entouré de dizaines de personnes en soutien vers 17h. Deux heures plus tard, le rassemblement de soutien devant le commissariat central se fait gazer et matraquer par les keufs et deux manifestants sont interpellés.

Dans la nuit du 30 au 31 mars, une deuxième nuit d'occupation eut lieu à la faculté de lettres. A la suite de l'AG du mardi 29 mars, l'occupation du plus grand amphi fut votée, ainsi que le blocage de l'établissement pour la journée du 31. L'administration de l'université de franche-comté décida d'embaucher pour cette deuxième nuit d'occupation une entreprise de vigiles, « DSP Sécurité », afin de remplacer le concierge et un de ses collègues présents la nuit précédente. On se dit que ça va être tendu d'être en compagnie de petits flics à l'attitude teigneuse et belliqueuse. Et bien non. Le vigile était tout seul, et le blocage a pu s'organiser comme prévu. Au petit matin, toutes les entrées de la fac étaient bloquées, et le vigile dut négocier ardemment pour que les



étudiants le laissent sortir avec sa voiture. D'autres partent en direction du site 'Arsenal' (deuxième site de la faculté de lettres) situé à une quelques centaines de mètres du site 'Mégevand' dans le but de monter des barricades et de le bloquer. A l'aide de poubelles et de matériel de chantier - ça tombe bien, des travaux sont en cours sur le site 'Arsenal': la 'Maison des Sciences et de l'Environnement', symbole de l'excellence universitaire (et de "l'austérité à la fac"), doit bientôt voir le jour - les portes de l'administration et celles d'accès aux salles de cours et aux amphis sont rendues inaccessibles. En guise de réconfort matinal, une exploitée de l'administration fait preuve de son soutien total envers les actions de blocage contre le gouvernement et ses lois dégueulasses. Ça réchauffe les coeurs après une nuit belle mais éprouvante.

L'heure d'arrivée du personnel et des étudiants approche, et un comité d'accueil attend tout ce petit monde autour d'un déjeuner prix libre à l'entrée principale de la fac. Sur la façade de la fac est suspendue une banderole, qui annonce clairement la couleur : « Leurs profits brisent nos vies : grève, blocage, sabotage ! ». Les personnes qui arrivent au compte-goutte peuvent lire quelques slogans inscrits sur les murs autour de la fac de lettres : « Émeute-toi ! », « Le monde ou rien ! », « Besak soulève-toi », etc... La foule commence à s'agglutiner, et la circulation dans la rue est de fait ralentie : tous papotent, s'engueulent, certains râlent, d'autres montrent leur satisfaction de voir cette fac aussi bien bloquée (rappelant que même pendant la lutte contre les retraites de 2010 elle n'avait pas été aussi bien barricadée). Les femmes de ménage font partie des plus réjouies en voyant le blocage, bien satisfaites pour une fois de ne pas aller ramasser la merde pour des clopinettes. Cela permet de libérer du temps pour échanger et de briser un tant soit peu cette routine moribonde. Personne ne passe, hormis ceux qui luttent et occupent. Cependant, le bruit circule que le doyen a réussi à pénétrer dans l'enceinte de la fac. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que deux pavés traversent une fenêtre de son bureau (manquant de peu d'atterrir sur son crâne), histoire de lui rappeler que c'est un patron comme un autre et que le blocage vaut pour tout le monde, y compris et surtout le personnel de l'administration. Il venait tout juste de revenir du site 'Arsenal', où il est allé constater le blocage des bâtiments : au passage, il a profité de sa venue pour aller dire aux étudiants du comité en lutte contre la « loi travail » présents pour tenir le piquet de grève qu'il allait porter plainte pour dégradations après avoir constaté qu'une porte vitrée avait volé en éclats. Tôt lundi 4 avril, le doyen tire la gueule et tient à aller signifier aux occupants de l'Amphi 'Donzelot' que le blocage aurait laissé quelques traces sur les murs et dans des serrures de salles de cours, ainsi que dans les cadenas de plusieurs portes d'entrée de la fac. Comme quoi, un blocage réserve des fois quelques surprises bien dissimulées.

Parallèlement à cette agitation autour de la fac de lettres, les lycéens de Pergaud se sont également passés le mot pour bloquer leur bahut en se donnant rencart à l'aurore. Au petit matin, les flics rôdent autour du lycée 'Pasteur', le proviseur est sur les dents : d'après des lycéens, il a harcelé les keufs pour qu'ils organisent des rondes autour de son établissement par crainte de blocage (selon lui, « des radicaux cagoulés de Paris auraient prévu de venir pour participer au blocage »). Les lycéens de 'Pergaud' reçoivent très vite le soutien massif des lycéens de 'Pasteur' (Il y aurait eu 500 lycéens de 'Pasteur' absents rien que pour la matinée de jeudi). Une fois le lycée

bloqué, une foule de plus de 300 jeunes commence à s'élancer dans le quartier de 'Palente'/Orchamps' de manière entièrement spontanée. Durant le parcours, il y a très peu de flics et beaucoup de boxon. Des slogans incitant à la révolte sont inscrits à la bombe sur les murs du trajet en direction du centre-ville, afin de rejoindre la grande manif de l'intersyndicale qui fut sans surprise d'un mortel ennui et ultra-surveillée (entre les flics plus déployés qu'en temps normal et les SO des syndicats...).

**Jeudi 14 avril**, une manifestation sauvage rassemblant entre 250 et 300 personnes part de la place 'Granvelle' vers 21h15, n'attendant pas la fin du discours du chef de l'Etat retransmis en direct (heureusement pas mal coupé grâce à la mauvaise connexion wifi de la ville). A coups de pétards, équipée de fumis et de flambeaux, la manif s'élance sans un flic dans le périmètre. Quelques poubelles sont renversées et mises en travers de la rue. Deux rues plus loin, les bombes sont sorties et des tags accompagnés de « A » cerclés fleurissent un peu partout sous les acclamations d'une bonne partie de la foule, sur les murs, des banques comme sur des vitrines de bijouterie (« (g)rève général(e) », « révolte », « Nique les riches », « Travaille, consomme et ferme ta gueule »..). En arrivant place de la Révolution, une sucette publicitaire tombe en miettes. Cette déambulation sauvage est bien tapageuse et elle poursuit son chemin en direction du quartier 'Battant'. Arrivée à la fontaine 'Bacchus', une poubelle est une nouvelle fois mise en travers de la rue. Alors qu'une manif sans keuf et sans syndicat était la plus belle occasion à saisir pour foutre un peu de bordel dans les rues d'une ville si pacifiée, un « civil en flic », qui fait irruption pour empêcher un manifestant de mettre une poubelle en travers de la rue et de l'incendier, récolte plusieurs coups de poing bien placés dans la face et repart la bouche en sang. Cet épisode doit servir d'avertissement et rappeler à ceux qui entendent contrôler et canaliser la colère contre cette société mortifère qu'ils n'ont pas leur place parmi nous : flics en civil, civils en flic, dégageons-les des manif !

**Jeudi 28 avril**, pas moins de 1500 personnes manifestent dans les rues, bloquent les voies du tramway : la circulation en fait les frais. A la fin de la manif, un groupe de 15 à 20 individus est bien décidé à « nuire debout » et se mettent en direction du 'Casino shop' de la rue des Granges pour aller exproprier quelques produits nécessaires à notre survie quotidienne. Rapidement, les employés du magasin agissent en bons chiens de garde de leur exploitateur et, pris de panique, alertent le patron. Tous font barrage aux pilleurs de manière acharnée et les séquestrent : la porte d'entrée du magasin explose en miettes sous la charge de la foule déterminée. Malgré la rapide intervention des flics et leur promptitude à mettre la main sur une partie du petit butin exproprié, quelques biens ont pu être distribués aux galériens qui passaient dans la rue. Malheureusement, trois personnes finissent en GAV, mais elles en sortiront avec un simple « rappel à la loi ».

#### Ce qu'il s'est passé partout ailleurs - Chronologie du désordre dans le cadre de la lutte contre la "loi travail"

**Mercredi 9 mars** : à Paris et dans sa proche banlieue, une vingtaine de lycées et quelques facs sont bloqués au petit matin. A 11h, une manif sauvage s'élance de 'Nation : Un McDo, un centre de recrutement de l'armée, des magasins pour bourges, un hôtel 'Ibis' et plusieurs banques sont taguées; un DAB se mange des coups. Plus tard, à la manif des syndicats et des partis, d'autres banques sont

taguées, et certaines se sont fait péter quelques vitres. 4 personnes sont arrêtées par la BAC. A Lyon, des manifestants affrontent les flics lorsque ces derniers chargent le cortège qui venait de dévier du parcours balisé par les bleus. A Rouen et à Dieppe, les permanences des socialistes sont badigeonnées de tags et de peinture, à l'extincteur comme aux oeufs.

A Niort, le siège du MEDEF a bien failli être envahi par des manifestants et un cordon de flics s'est empressé de les en empêcher. Dans la nuit, la permanence PS est recouverte de tags. Un homme est arrêté à la fin de la manifestation de l'intersyndicale pour avoir tagué deux véhicules de flics et dégonflé deux pneus de l'un d'eux. A Bordeaux, les locaux de l'université du centre-ville situés à 'La Victoire' (qui regroupent entre autre la filière de sociologie) sont saccagés sur 4 étages : destructions du matériel informatique et des outils de travail de la fac ; les amphis sont souillés et les murs tagués. Même les dossiers administratifs ont été détruits. Il y en aurait pour plusieurs dizaines de milliers d'euros de dégâts. La fac a de fait été bloquée pendant plusieurs jours.

**Jeudi 10 mars** : Les lycéens de Colbert et de Voltaire sont partis en manif dans les rues de Paris. Un local du PS se fait défoncer.

**Mardi 15 mars** : à Perpignan, des jeunes font le tour des autres bahuts de la ville après avoir bloqué leur lycée. Devant le lycée 'Aristide-Maillo', le portail d'entrée est défoncé et un prof qui se trouvait juste derrière et s'improvisait vigile reçoit des coups.



**Jeudi 17 mars** : lors de la manif à Paris, les rangées de gendarmes mobiles et leurs camionnettes se retrouvent sous des pluies de projectiles dont un cocktail molotov (les nombreux chantiers environnants fournissent bon nombre de projectiles). De nombreuses agences bancaires et d'assurances, ainsi qu'une agence immobilière perdent leurs vitres aux abords du métro 'Charonne' et du métro 'Faidherbe-Chaligny' et sont recouvertes de slogans anti-capitalistes et anarchistes. Un peu plus loin, du mobilier urbain et des panneaux publicitaires volent en éclats, idem pour d'autres banques et assurances. Un bus de la RATP perd son pare-brise et un magasin de bouffe 'Franprix' est auto-réduit. Résultats : deux flics blessés et neuf interpellations. A Rennes, la gare TGV est bloquée à la mi-journée par des milliers de manifestants. La mairie reçoit de la peinture et des bouteilles de verre. Le commissariat de la rue de Penhoët a également été aspergé de peinture, tout comme quelques distributeurs de billets. De nombreux tags sont laissés en chemin. Un groupe de jeunes attaque une patrouille de la BAC. Un flic est blessé par un jet de pavé et une personne est interpellée. A Nantes, des jeunes des lycées 'Michelet' et 'Monge' s'affrontent aux bleus devant leurs bahuts dans la matinée. Des poubelles sont renversées et cramées, des voitures retournées. Dans l'après-midi, deux vitres d'agences bancaires du centre-ville sont détruites. A Marseille, des manifestants s'affrontent aux bleus devant un comico de la Canebière. A Lyon, des affrontements ont lieu avec les flics lorsque les manifestants tentent



de partir en manif sauvage et tombent sur des rangées de flics qui leur barrent le passage et ils reçoivent bon nombre de grenades lacrymo. A Grenoble, une partie du campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères – qui regroupe le bâtiment de l'ARSH (Arts et Sciences Humaines) et le BSHM (Bâtiment des Sciences Humaines et des Mathématiques) – est bloquée dès le début de la journée. Quelques affrontements ont lieu lorsque le cortège tente de partir en manif sauvage en direction du local PS.

Le lendemain, plusieurs lycées parisiens - Mozart (Blanc-Mesnil, 93) par exemple, ou encore à Claude Bernard (16e) - sont toujours bloqués. C'est la même chose à Caen, où les lycées 'Malherbes', 'dumont d'urville', 'Rabelais', 'Allende', 'Charle de Gaulle', 'Jules Verne' sont toujours bloqués. Les flics chargent devant le LP 'Jules Verne' et embarquent 4 personnes.

Ce même 18 mars, un communiqué paru sur indymedia nantes revendique le sabotage de 8 distributeurs de plusieurs banques dans le nord de Paris. Ils se termine par ces mots : « La "loi travail" on en a rien à péter, on veut juste tout péter ! »

Lundi 21 mars dans les rues de Paris, une manif sauvage rassemblant 250 à 300 personnes part de la faculté de Tolbiac en direction du quartier chic 'Mouffetard'. En chemin, certains enragés remarquent que des sacs de pavés ont été abandonnés au beau milieu de la chaussée. L'occasion fut trop belle pour la laisser passer : en quelques minutes, entre 20 et 30 agences bancaires (CIC, Crédit mutuel, Crédit foncier et LCL...), d'assurances et de voyage perdent leurs vitres 'avenue des Gobelins'. Des distributeurs de billets sont fracassés. Une permanence du parti socialiste sur l'avenue de Choisy perd aussi plusieurs vitres, se fait forcer son rideau métallique et taguer sa façade d'un « Fin du PS – Naissance de notre force ». La mairie du 13ème arr. se fait également défoncer ses vitres, tout comme deux camions de la sécurité 'RATP' et des camions de 'La Poste' (8 au total). Des pubs sont également explosées en chemin. Le cortège se disloque mais les flics mettent malheureusement la main sur un manifestant. Le 22 mars, un amphi de la fac de Tolbiac est occupé.

Mardi 22 mars : peu avant midi à Rennes, des centaines de manifestants envahissent les voies SNCF au niveau de l'hôpital 'Pontchaillou'. Le trafic a du être interrompu dans les deux sens pendant près d'une heure. Dans la nuit à la fac de Tolbiac, l'occupation vire au saccage : au 7ème étage, où se trouvent les locaux administratifs, dossiers et matériel informatique sont détruits.

Jeudi 24 mars 2016 : plusieurs lycées de la capitale sont bloqués, tout comme l'université de St-Denis-Paris 8 et le principal bâtiment de Sciences-Po. La barricade à l'entrée du lycée 'J. Decour' (IXème) est incendiée. Diverses manif se tiennent dans les rues parisiennes, durant lesquelles des poubelles et deux voitures sont incendiées, où les affrontements avec les flics sont sporadiques. Des bus des services de transport de la RATP sont attaqués. 15 personnes sont interpellées à l'issue de la journée. A Rennes, les flics sont la cible de jets de projectiles en continue. Des jeunes partent à l'assaut d'un magasin de fringues pour riches du centre-ville, pillant pour plusieurs milliers d'euros de marchandises. Les vitres d'un commerce alimentaire sont brisées ; peinture et tags en masse recouvrent les façades de bâtiments publics et des agences bancaires. Une voiture de flics est dégradée. Dans la nuit qui suit, les vitres du local CGT dans le XXème arrondissement se font péter en réponse à leur collaboration aux côtés des flics que ce même syndicat a mené plus tôt dans la journée. A Nantes, les flics ont aussi mangé des

projectiles toute la journée. Des barricades de poubelles ont été incendiées sur les voies du tramway. 19 personnes ont été interpellées. A Gisors dans l'Eure, la manif spontanée des lycéens, caractérisée par l'absence totale de syndicats et d'organisations lycéennes, fut très sauvage : aux alentours de 9h, un supermarché 'Simply market' est saccagé comme il faut. C'est ensuite le commerce 'Forum Plus' qui est pris d'assaut, où plusieurs expropriations ont lieu. Au collège 'Pablo Picasso', des vitres ont aussi été détruites par des enragés. D'autres commerces de la ville ont fait les frais de cette virée incontrôlable, ainsi que le pôle emploi, qui s'est fait exploser plusieurs vitres.

A Rouen, la permanence du PS, qui était pourtant protégée par les bleus, a de nouveau été la cible de jets de peinture (la troisième attaque de ce type depuis le début du mouvement). Un grand axe de circulation a aussi été bloqué à l'aide de pneus enflammés. Il y a également eu un blocage incendiaire du port maritime du Havre. A Marseille, le cortège ne fut pas aussi pacifique que d'habitude : des tags ont été sprayés tout le long de la manif et les lycéens ont réussi à amener la manif sur un bout d'autoroute. Un bus qui a tenté de passer de force s'est fait défoncer plusieurs vitres. A Grenoble, un cortège anarchiste a affronté les flics lors de la manif. Un peu plus tôt, des oeufs de peinture ont été jetés sur la façade du local PS, qui avait déjà été taguée durant la nuit précédente ainsi que dimanche 20 mars. Le siège du parti politique des « Républicains » a aussi été « baptisé » à coup de peinture.

Le lendemain à Paris, à la suite du tabassage en règle par la police d'un jeune du lycée Bergson du XIXème arr. (manque de bol pour les bleus, ce dévouement des porcs en uniforme a été entièrement filmé), un appel à se rassembler dans la matinée devant le bahut a été lancé, en signe de solidarité avec lui et plus globalement contre la répression à laquelle se livre les bourreaux en uniformes de l'État chaque jour. La manif est sauvage et son déroulement a montré à tous qu'elle avait tenu ses promesses. Les commissariats des Xème et XIXème arrondissements ont été attaqués avec tout ce que les enragés ont trouvé en chemin. Des tags anti-flics ont mis une touche de gaieté supplémentaire à cette déambulation bien vénère. Un peu plus tard, deux supermarchés 'Franprix' se font piller: une bonne partie de la bouffe est redistribuée aux migrants et aux SDF de l'est parisien. Pour couronner cette magnifique journée, aucune personne n'a été arrêté.

Dans la matinée du mardi 29 mars à Rennes, des centaines d'étudiants de l'université de Rennes II bloquent le périph' pendant près de 45 minutes. Après avoir envahi la deux-voies, une barricade de poubelles est enflammée. Aux alentours de midi, la manif sauvage d'étudiants et de lycéens envahit la station de métro 'Villejean' située devant le campus universitaire: après avoir actionné les alarmes histoire de stopper la circulation des rames, des chaises sont balancées sur les voies, ce qui interrompt le trafic pendant près de trois heures. La société d'exploitation 'Kéolis' a porté plainte et quatre lycéens ont été inculpés dès le lendemain pour "mise en danger de la vie d'autrui, dégradations volontaires, entrave à la circulation dans le métro". A Tours, une action est menée au siège du MEDEF: affiches et tags viennent orner la façade.

La journée du 31 mars a été marquée par des blocages de nombreux lycées et pas mal de facs un peu partout : au lycée 'Galilée' de Gennevilliers (92), autour duquel des poubelles et des voitures ont été incendiées, flics et pompiers ont été accueillis à coups de caillasses et tirs de mortiers. A Marseille, 7 flics ont été blessés après des affrontements et 8 personnes

interpellées. A Toulouse et à Lyon, les bleus en ont pris aussi pour leur grade et les abords des facultés lyonnaises situées le long des quais Claude Bernard ont été attaquées par des petits groupes. 20 personnes ont été arrêtées par les bleus. A Lille, le cortège anarchiste a montré en actes leur opposition à ce monde par des tags et des affrontements: des bouteilles et des oeufs de peinture ont atterri sur les rangées de flics, tandis qu'un 'McDo', un magasin d'Apple et plusieurs banques ont été repeints. A Grenoble, cinq banques, une boutique et deux agences immobilières ont été défoncées à coups de marteau et de boules de pétanque durant la manifestation, et parfois ces attaques ont été accompagnées de tags anarchistes du genre "Crève l'État". Des affrontements épars ont continué au fil de l'après-midi et 12 personnes ont été interpellées. A Guéret, dans la Creuse, la manifestation a laissé des traces sur le siège du PS. Même chose à Rouen, où badigeonner de peinture le local PS devient une chouette habitude à chaque manif. Des jeunes du cortège se sont affrontés aux flics et ont incendiés des poubelles. A Rennes, la préf' avait mis le centre-ville en état de siège: vers midi, un groupe d'enragés a tenté de pénétrer de force dans le lycée 'Emile Zola'. Des affrontements avec la police se sont déroulés tout l'après-midi. A Nantes, de nombreuses banques, agences immobilières et magasins, tout comme la mairie, ont perdu leurs vitrines après avoir reçu des coups de marteaux. L'agence de l'entreprise 'Vinci', la permanence de l'écologiste François De Rugy et le siège du PS ont reçu de la peinture. Un journaliste d'I-Télé s'est fait détruire sa caméra. Des barricades, pour la plupart incendiées, ont été érigées sur les voies du tramway et à travers les rues. Des infrastructures et du mobilier des transports (bus et tramways), ainsi que des panneaux publicitaires ont été explosés. Le réseau des transports nantais, la TAN, chiffre les dégâts à près de 50.000 euros. A Paris, des pubs et vitrines de ce monde d'argent ont été cassées entre la gare de Lyon et la gare d'Austerlitz. Les flics ont aussi essuyé des jets de projectiles et des oeufs de peinture. A Caen, des manifestants se sont affrontés aux flics qui les empêchaient d'envahir le périph'. Dans la nuit qui a suivi, la faculté a été saccagée: l'université évalue les dégâts à près de 33.000 euros.

Le 5 avril, les blocus de lycées se poursuivent, notamment dans la banlieue parisienne : dans les Hauts-de-Seine, le lycée de 'Levallois-Perret' a pris cher : l'entrée du bahut est barricadée puis le tout est incendié. La façade de verre est aussi caillassée (d'après le conseil régional, les dégâts s'élèvent à plus de 150.000 euros). Devant le lycée 'Newton', le blocus est aussi incendiaire. A Nantes, banques, commerces et magasins du centre-ville n'ont pas eu le temps de se remettre complètement des destructions dont elles ont été la cible il y a à peine une semaine. Cela n'a pas empêché les émeutiers de poursuivre ce qu'ils avaient commencé : les vitrines d'agences bancaires et immobilières encore debout sont tombées en miettes et, pour certaines d'entre elles, vidées de leur mobilier. La gare ferroviaire du quartier 'sud' a été bloquée (la circulation des trains en a de fait été impactée) et quelques rames de trains ont été dégradées par des jets de pierres.



Au niveau de la 'Cours des 50-Otages', le rideau métallique du local PS baissé n'a pas arrêté les enragés: à la disqueuse, la permanence s'est "ouverte comme une boîte de conserve", et les flics se sont dépêchés pour disperser ce mini-rassemblement sauvage à coups de lacrymos, au moment où le local était sur le point d'être saccagé. En début de soirée, le magasin 'Go Sport' s'est fait pulvériser sa gigantesque façade de verre et piller sa



marchandise dans la foulée. A Rennes, la gare SNCF a été bloquée en début d'après-midi pendant plusieurs heures, arrêtant ainsi une bonne vingtaine de trains. En rab', certains ont saboté les infrastructures de la SNCF pendant l'occupation: les voies ferrées ont été endommagées et un caténaire a été cassé, provoquant une panne d'électricité temporaire sur le réseau. Plus tard, un magasin de bouffe discount a bien failli être pillé en fin de journée, mais les flics sont arrivés à temps sur les lieux. A Toulouse, la grande manif part en déambulation sauvage pour tenter de bloquer la gare et des pubs 'JCDecaux' sont défoncées en chemin. A Rouen, de nombreuses voies de circulation sont également bloquées et perturbées de manière sporadique. Deux jours plus tard, le siège du MEDEF à Nantes est occupé en début d'après-midi. Plusieurs blocus de lycées se poursuivent dans les Hauts-de-Seine, dans d'autres départements de la région parisienne, à Vaulx-en-Velin et à Montpellier, au cours desquels s'enflamment plusieurs voitures et poubelles. Devant chaque lycée bloqué, les flics sont la cible de jets de pierres. Alors que les AG dans les facs de lettres de Rennes et de Toulouse ont reconduit le blocage jeudi 7 avril, les administrations choisissent de fermer les locaux pour briser l'auto-organisation de ceux qui luttent. En guise de réponse, les bâtiments sont tagués et des vitres d'un bâtiment tout neuf du 'Mirail' (celui de psycho) sont brisées. Un groupe d'enragés affronte les vigiles de l'université toulousaine, et continueront à l'extérieur de la fac. Dans la nuit de jeudi 7 à vendredi 8 à Paris, le local de la CGT du 14e, rue de l'aube, a perdu ses vitres. Le communiqué dit : Parce que nous ne voulons pas de leur gestion de l'exploitation. Nous ne voulons aucune gestion de notre esclavage, le travail. Parce que nous ne nous opposons pas à la Loi travail, mais à la loi et au travail. Signé : des travailleurs en démolition »

Samedi 9 avril, trois flics terminent la manif rennais à l'hosto après un après-midi d'affrontements intenses, de sabotages de caméras. A Paris, des centaines de personnes affrontent les flics sur la place de la Bastille en fin de journée. A Nantes, des pubs, du mobilier urbain, des vitrines de magasins, de banques et d'agences immobilières sont explosés et les batailles de rue font rage une bonne partie de l'après-midi. Une équipe de journaflics (indépendants ou non, on s'en fout!) sont pris à partie, pourchassés et caillassés. Un peu plus tôt, un journaliste d'une équipe de BFM TV est frappé, perdant une dent et sa caméra au passage. Dans la nuit à Paris, une manif sauvage part de la place de la 'République' (lieu du rassemblement citoyen 'Nuit Debout') en direction du domicile du premier ministre Manuel Valls, situé à l'est de Paris. Le cortège se fait bloquer par les CRS et quelques affrontements ont lieu et des barricades sont dressées dans les rues. Plus tard, au moins six agences bancaires et leurs distributeurs de

billets se font défoncer, tout comme un véhicule de la mairie de Paris, une agence d'intérim et une agence de mutuelle; des pubs 'JC-Decaux' sont recouvertes de tags et des caméras de surveillance sont mises hors d'état de nuire. Le commissariat de police du XIème arr. est attaqué à coups de bouteilles et de pavés, deux voitures de flics sont endommagées et des journalistes perdent leurs matos de flicage et récoltent des coups en se frottant d'un

peu trop près aux enragés. Des barricades sont érigées à travers les rues et le service d'ordre de la "Nuit Debout", qui très vite se dissocie des actions directes, fait appel aux flics pour venir rétablir l'ordre. En réaction à ce comportement de collabos, une autolib' de Bolloré part en fumée vers 4h du matin sur la place de la 'République'. A Caen, dès le départ de la manif, banques et assurances sont visées par des bombes de peintures et des oeufs. Alors que le cortège arrive au niveau des Ponts de l'Orne, les flics barrent la route. Quelques projectiles sont lancés. Le reste de la manif continue, et après un face à face de quelques minutes, tout le monde repart. Des tags sont faits sur les arrêts de tram et les banques, les parcmètres sont sabotés. A Marseille, le cortège des jeunes, dont les participants sont pour la plupart masqués, prend la tête de la manif devant la CGT avant de partir en manif sauvage : beaucoup de tags fleurissent, des poubelles sont renversées, des vitrines de sucettes publicitaires 'JC-Decaux' tombent en miettes, des banques sont aussi défoncées. Alors que les CRS se trouvent déjà sous une pluie de cailloux, ils se font asperger de peinture à coups d'extincteur, tout comme la façade du MEDEF. Plus tard, des cars de CRS circulant à la file indienne se mangent des coups de barres de fer.

Dans la nuit du 11 au 12 avril à Toulouse, quelques incontrôlables ont pris « un malin plaisir à aller repeindre à coups d'ampoules de peinture la façade de la Bourse du Travail. » Un tag disant "Tous les flics ne sont pas bleus" a aussi été inscrit et une poubelle enflammée collée à la porte. L'attaque a été dirigée contre la CGT et ses gros bras du SO, qui bossent aux côtés de l'État pour mater la rébellion.

Le 14 avril, les blocus de lycées se poursuivent dans Paris et sa banlieue, ainsi qu'à Montpellier : à la cité scolaire 'Voltaire' dans le XIème arr, parisien, deux membres de l'administration (le principal adjoint du collège et la proviseure adjointe du lycée) récoltent des coups pendant le blocus. A Levallois-Perret (92), près de 200 jeunes se rassemblent à 7h du matin pour bloquer leur bahut. Vers 10h, deux d'entre eux sont interpellés pour s'être masqués le visage. La riposte est immédiate : les flics se font caillasser mais peuvent compter sur l'intervention d'un syndicaliste de SUD pour les aider à ramener l'ordre. Peu après 11h, un jeune tente de foutre le feu à une plaque en contreplaqué qui bouche l'entrée du lycée (car caillassé et cramé quelques jours auparavant). Dans la journée, la presse signale des affrontements avec la police dans plusieurs villes : à Paris, à Montpellier, à Nantes où la préf' est attaquée. A Paname, sept CRS finissent blessés et six personnes interpellées. Dans la capitale de l'Hérault, les affrontements durent plus de deux heures, au cours desquels de nombreux panneaux de pub et arrêts de transports se font exploser leurs vitres. Au total, 30 personnes sont interpellées et une quinzaine placées en GAV. A Marseille, les locaux de la

CFDT sont repeints à la peinture et d'un tag disant « Casseur de grève » lors d'une manif sauvage agitée. A Toulouse, la visite du patron du MEDEF Pierre Gattaz est fortement perturbée par des centaines de manifestants et à Rennes, les locaux de l'organisation patronale sont envahis et saccagés.

En début de soirée à Rouen, une manif sauvage part du rassemblement de la « Nuit debout » à travers les rues du centre-ville : en chemin, une agence bancaire de la 'Société Générale' est défoncée et un local du FN saccagé à coups de peinture et de sacs d'ordures. Dans la nuit à Paris, une joyeuse balade sauvage de plus de 200 personnes part de la place de la République, nouveau sanctuaire des citoyens de la « Nuit debout ». Pendant le trajet, deux magasins de bouffe (un 'U-Express' et un 'Franprix') sont attaqués, dont l'un sera exproprié et saccagé. Les locaux de la Chambre du Commerce et de l'Industrie perdent leurs vitres, tout comme une agence 'Pôle Emploi' (qui sera contrainte de fermer ses portes plusieurs jours) et un local de la municipalité. Alors que toutes les pubs, banques, agences immobilières sur le chemin sont systématiquement défoncées, un hôtel 'Ibis' et magasins de bourgeois subissent le même sort. Les vitres d'un concessionnaire de voitures de bourgeois 'Jaguar' tombent en miettes et des véhicules sont endommagés : "Il y a en a pour près de 300.000 euros de dégâts", selon le responsable de la concession. Dans la nuit à Lille, deux locaux du PS (le local du PS et la permanence parlementaire de l'élu PS Bernard Romand) se font maculer de peinture rose et tagués « en soutien à la lutte contre la loi "travail" ». Les raisons de l'attaque sont expliquées à travers un communiqué : « Par cet acte, nous attaquons le parti socialiste dans son entièreté, que ça soit sa majorité ou son aile gauche représentée en partie par Aubry. Le ps comme tous les politicards ne sont que les gestionnaires de notre misère. Qu'ils dégagent tous ! ».

Dans la soirée de samedi 16 avril, des balades sauvages se sont tenues à Brest et à Marseille. Dans la ville bretonne, plus d'une cinquantaine de personnes ont déambulé au son des pétards à travers les rues du centre-ville derrière deux hautes banderoles anti-capitalistes à l'avant et à l'arrière du cortège, bien pratiques pour masquer ceux qui sont passés à l'attaque d'une bonne demi-douzaine de banques et leurs DAB. Les dégâts se chiffrent à plusieurs dizaines de milliers d'euros. A Marseille, la manif sauvage est partie du rassemblement de « Nuit Debout » en direction d'un local du PS déjà pris pour cible quelques semaines auparavant et sur lequel les traces de haine contre le pouvoir sont toujours visibles. Mais la vitre, qui était encore debout, est tombée. Plus tard, le local des fascistes de « l'Action Française », qui cherchent en vain à s'enraciner sur Marseille, s'est fait saccager.

A l'heure où sont rédigées ces lignes, la révolte continue de plus belle et il est évident que beaucoup d'actes rebelles sont tus par les larbins du pouvoir que sont les médias. Ces attaques et émeutes qui se succèdent constituent un véritable bol d'air dans la grisaille du quotidien et montrent à chacun que les plus beaux moments surgissent lorsque nous sommes spontanés, imprévisibles, incontrôlables et lorsque les structures de ce monde qui participent à notre domestication sociale morflent sous nos coups de colère. Désormais, il s'agit de faire en sorte que cette révolte ouvre de possibles horizons encore non explorés...





---

## Le travail est à la vie ce que le pétrole est à la mer

---

Souvent. Trop souvent. On apprend à abandonner. Parce qu'il faut pas rêver. Parce que c'est comme ça. Parce que c'est mieux que rien. Parce qu'on a trop l'habitude de se faire avoir...

Juste un temps, que la routine quotidienne soit bousculée. Et que ce temps dure, putain. Et que la routine, l'ennui, la honte des poches vides, la sale gueule du travail, nous rappellent juste le temps d'avant.

On se balade entre sourire carnassier de gouvernant et professionnel de la politique, rendez-vous syndicaux et matraque de l'État.

On attend encore, on espère peut être. Face à un truc qui ne sait dire son nom. Personne ne sait comment démarrer. Les centres ouvriers désertés, masse de chômeurs, ou de bosseur, la débrouille nous a dispersé.

Il n'y a pas si longtemps, l'avenir faisait rêver. On disait, en l'an 2000, il y aura ceci, et tout ça, tout ça. Et encore mieux. Et puis l'an 2000 est arrivé. D'un ennui, mortel. L'État et les capitalistes nous ont appris à ne plus espérer. La restructuration de la forme de la production, les concurrences mondiales renforcées, les guerres qu'ils se mènent entre eux. tutti quanti. Plus personne ne peut espérer une quelconque amélioration, encore moins espérer un monde meilleur. Et le business n'en tourne que mieux.

On va continuer, encore longtemps, sûrement, à se casser les dents, à critiquer seulement le gouvernement, au jeu du politique, à chercher à se représenter, à croire au petit jeu du leadership dissimulé ou pas, des politiciens en herbe ou aguerris.

C'est des moments, aussi, pour réapprendre à se parler, à ne plus réfléchir tout seul, à découvrir ce que l'on veut faire. A se battre aussi. Et à se remettre, surtout, à rigoler. Et trouver, à abattre, leur ennui, leur morale, leur fric et leurs usines, leur force et nos peurs, leur classe et tout ce qui la maintient.

[Texte distribué pendant la manifestation du 9 avril à Paris]

Contre cette société, ses flics, et ses jobs pour morts-vivants, il faut que nous arrivions à constituer un mouvement de sédition généralisée.

Si, quantitativement, il n'y a pas encore beaucoup de luttes à faire converger, il y a au moins quelque chose de plus léger dans l'atmosphère, une faille qui s'ouvre. Élargissons la !!

**LE TRAVAIL, qu'on en ait pas ou qu'on cherche anxieusement à le conserver, C'EST L'ÉPOUVANTAIL QUI NOUS EMPECHE DE NOUS POSER LE TEMPS NECESSAIRE POUR PENSER LA VIE QU'ON VOUDRAIT AVOIR.**

**Et la Police n'est là que pour surveiller les travailleurs, et terroriser ceux qui ne veulent pas en être...**

**... ARRÊTONS LE TRAVAIL !**

**... DÉTRUISONS LA POLICE !**

La normalité s'est enfin cassée la gueule : ne la laissons pas se relever !

(À défaut d'y parvenir : mettons lui un bon coup de pied en passant).

*Des divergents.*

---

## Nous sommes contre le travail

---

Parce que nous sommes contre un système qui repose sur l'exploitation de tout et de tou-te-s.

Parce que les administrateurs de ce monde transforment l'ensemble du vivant en marchandises sur toute de la planète.

Parce que cette société n'a d'autres choix à nous proposer que la mise au travail, quelques miettes pour survivre ou l'enfermement pour les indésirables et les récalcitrant-e-s.

Parce que le travail c'est vendre son temps, ses énergies, son corps et son esprit à des patrons, à des chefs, à des machines.

Parce que le capitalisme et l'État prétendent avoir la main mise sur tous les aspects de notre vie et nous dépossèdent de plus en plus de toute autonomie et même de nos rêves de quelque chose de profondément autre.

Parce que ce système de production effréné ne laisse pas d'en-dehors où chacun-e pourrait décider librement de ses activités.

Parce que Papa Etat ne garantit des droits qu'au prix de notre liberté ; c'est le même qui lâche ses chiens de garde dans la rue, crée et militarise les frontières et fait la guerre aux quatre coins du monde.

Parce que les restructurations (qu'ils appellent « crises ») signifient le durcissement de la misère, du cannibalisme social, des techniques et des technologies de contrôle.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore nous sommes non seulement contre le travail mais surtout contre le monde qui en fait un pilier et un horizon indépassable.

Si nous ne voulons pas aménager la longueur de nos chaînes mais bien les détruire, il n'y a ni négociation ni dialogue possible avec le pouvoir quel qu'il soit. Il s'agit donc de mener cette lutte au-delà des limites qu'essayaient de nous imposer tous ceux qui ont intérêt à ce qu'elle étouffe dans les cadres existants (dont font partie les politiciens et les co-gestionnaires de tous ordres).

Au lieu de toujours suivre des agendas posés par d'autres la question est d'étendre la révolte en décidant nous-mêmes de ce contre quoi nous voulons l'exprimer, en imaginant mille et une manières pour bouleverser ce monde, en nous associant et en nous auto-organisant sans chefs ni hiérarchie, en prenant l'initiative, individuellement et collectivement et par l'action directe.

Ainsi il devient possible d'affronter les puissants qui prétendent nous dicter leur loi, pour en finir avec la guerre permanente qu'ils nous livrent à coup d'autorité, de fric et de flics.

Les grands événements citoyens et médiatiques sont conçus pour réduire la révolte à une simple indignation démocratique et pour la faire rentrer dans les rangs de la politique et de la représentation. A l'inverse, s'attaquer directement à ce qui permet à ce système de fonctionner et de nous faire fonctionner ouvre à des possibilités d'arracher l'espace indispensable pour développer d'autres rapports.

Les blocages et les sabotages ne sont pas de simples mots d'ordre, mais des pratiques bien réelles ouvrant des chemins pour sortir de la routine de l'exploitation et de la logique de consommation, y compris du spectacle de la contestation.

Car, tant que les métros transportent le bétail humain, tant que le courant électrique alimente les usines de mort et les laboratoires du contrôle, tant que l'argent continue à circuler, tant que les écrans continuent de diffuser la propagande, tant que les fibres et les antennes assurent notre dépendance, tant que les artères de la ville impriment leur rythme à nos corps et nos esprits, tant que ...

**... alors brisons le train-train quotidien !**

[Tract distribué à Paris lors de la manifestation du 5 avril.]

## Contre ce monde d'esclaves et de misère ...

Face à notre passivité et notre résignation, l'État nous concocte des projets toujours plus dégueulasses et humiliants. Le rêve des riches et de tous ceux qui aspirent à ce monde de fric et d'exploitation est de nous voir trimer sans broncher pour leurs profits, nous qui sommes contraints d'accepter n'importe quel boulot pour pouvoir survivre. Ouvrant main dans la main avec les patrons, l'État veut nous rendre cette « vie » toujours plus insupportable.

Les différentes lois que le pouvoir cherche à nous faire avaler visent à nous aliéner encore davantage et nous forcer à accepter le fondement de leur société pourrie, fondée sur l'exploitation et la guerre de tous contre tous : entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas ; entre les pauvres sans emploi et ceux dépourvus de papiers, qui fuient les guerres et la misère, s'affranchissent des frontières ultra-sécurisées et s'opposent aux chiens de garde des États. Toutes ces divisions entre exploités, qui ne sont que le reflet de ce monde compétitif et carcéral pour lequel le pouvoir oeuvre chaque jour, sont autant de barrières à abattre.

Face aux humiliations quotidiennes et à la misère de ce système, certains absorbent tout un tas de drogues, légales ou illégales, se suicident pour fuir les conditions de soumission et d'oppression dans lesquelles les dominants nous maintiennent. Bien que la grande majorité se conforme à cette existence immonde en léchant le cul des possédants ou en s'imprégnant de leurs valeurs (celles de la délation, du fric, de la propriété, du racisme, etc...), d'autres se révoltent, individuellement ou à quelques uns, en s'attaquant et détruisant une partie de ce qui constitue la richesse des exploités.

Allons-nous continuer à courber l'échine, à suivre comme un troupeau au moindre coup de sifflet des syndicats, premiers partenaires (collabos !) de l'État, qui négocient depuis toujours à quelle sauce on va se faire bouffer ? A défiler sagement tous les 36 du mois derrière des banderoles et des slogans réformistes, avec un parcours entièrement quadrillé par les flics ???

Y'a plus moyen de rester en rang, du domicile au turbin, des stations de tramway aux supermarchés et centres commerciaux, tout

ça au beau milieu d'un urbanisme de caserne, sous l'oeil de képis payés à nous fliquer et à nous pourrir notre existence. Cessons de subir le tram-tram quotidien. Bloquons tout.



Si nous descendrons dans la rue prochainement, ce n'est pas uniquement pour nous opposer à une loi qui consolide les chaînes liant les exploités et les opprimés aux patrons et aux maîtres de ce monde. A l'heure où le pouvoir quadrille tout le territoire de ses uniformes de plus en plus surarmés, il est plus que jamais temps de prendre la rue pour refuser d'être réduit à l'état d'esclaves.

Ça ne sert à rien de ruminer et de râler, que ce soit dans notre coin ou sur les réseaux sociaux. Il est temps d'agir, de s'organiser, tout en gardant à l'esprit que pour faire le plus de mal à l'ennemi, il est nécessaire de rester imprévisibles, spontanés et incontrôlables.

Renouons avec de vieilles pratiques révolutionnaires que nous n'avons plus pratiquées depuis trop longtemps : la grève sauvage, le blocage, le sabotage, et plus si affinités...

**Pas de compromis avec ceux qui nous font la guerre !**

## ... Engouffrons-nous dans le chemin de la révolte !

[Une affiche collée à Besançon en marge de la mobilisation contre la "loi travail" du 9 mars]

## Nous n'avons rien à défendre

Ni des loi supposées nous garantir, ni un quelconque travail supposé nous permettre de nous « réaliser ». Le travail n'est rien d'autre qu'exploitation, fatigue, ennui, humiliation. Toute loi n'est que l'expression de la



domination de certaines couches sociales sur d'autres, qui constituent la majorité de la population. Nos fameux « droits » ne sont que le paravent du marchandage entre notre docilité et l'expropriation de nos vies.

Nous sommes nombreux à descendre dans les rue, ces jours-ci. Journalistes, syndicalistes et politiciens (même « alternatifs ») voudraient nous enrégimenter derrière le simple refus de la loi Travail. Mais, en fait, on s'en fout de cette énième réforme d'un code du Travail qui est là pour nous atteler au turbin. On crache sur l'esclavage à vie du CDI comme sur la galère quotidienne de la précarité. Ce qui remplit les rues ces jours-ci, c'est le ras-le-bol envers ce monde de plus en plus invivable. Ce qui apparaît là, c'est un refus du travail, la conscience peut-être encore imprécise mais bien présente que toute loi est une chaîne. Il y a ici et là quelques petites secousses dans la normalité de cette société : des frémissements dans lesquels nous pouvons voir un refus de la soumission et de l'impuissance quotidiennes, une mise en cause de la résignation généralisée.

Ce monde est invivable. D'un côté un État de plus en plus répressif – la carotte de l'État social étant en fin de course (pas pour toutes les catégories, bien sûr : le vieux précepte de diviser pour mieux régner est toujours efficace), il ne reste que le bâton. De l'autre côté, des prétendues alternatives qui ne représentent que la volonté de faire gérer cette même société par des syndicats et des partis de gauche, qui n'ont

même plus d'illusions à vendre. Ou bien de sinistres cauchemars qui donnent une couleur encore plus morbide à l'autorité : replis communautaires, retour du religieux et de l'oppression morale.

Dans ce panorama sombre, s'attacher à un coin de territoire ou à une situation sociale donnée, revient à jouer sur la défensive, à renoncer à l'audace des rêves. Mais ni une quelconque zone à défendre dans un monde englouti par des nuisances, ni une Justice qui est là pour sanctionner l'inégalité et la privation de liberté, ni quelques droits à se faire exploiter tout le long de la vie, ne pourraient jamais nous suffire.

Cette petite fissure dans la normalité que ce sont les mobilisations avec l'excuse de l'énième modification du code du Travail, nous voulons l'agrandir, pour qu'elle devienne une brèche, d'où atteindre la fin de l'exploitation. Faisons en sorte que le vase qui commence à déborder se casse. Ne nous contentons pas des promesses politiques, chassons les médiateurs sociaux (comme les syndicats), déchaînons notre rage contre cette société qui nous vole, jour après jour, nos vies. Attaquons-nous aux bases morales et sociales de l'autorité. Et aussi à ses structures matérielles : magasins, lieu de productions, bâtiments publics, véhicules, moyens de transport de personnes, de marchandises et d'énergie... Attaquons-nous aux hommes et femmes qui l'incarnent : flics, patrons, juges, chefs de toute sorte, bureaucrates, vigiles, politiciens, matons... A nombreux, en petits groupes ou seuls, le jour comme la nuit, quand et où le pouvoir ne nous attend pas.

Un graffiti récent, souvent repris, dit : « le monde ou rien ». Mais nous n'avons rien à défendre dans ce monde qui ne nous appartient en rien, et auquel nous n'appartenons pas. Un monde qu'on veut détruire.

La fête ne nous attend pas que sur ses décombres, mais déjà dans la révolte, ici et maintenant. Il n'y a pas de retour en arrière.

**Contre toute loi, contre le travail. Contre ce monde d'enfermement et d'exploitation. Pour la liberté !**

[Affiche collée à Paris, avril 2016]

## Bien Urbain : Un Bouffon Utile de l'embourgeoisement des quartiers !

Ayant pour mission officielle d'*embellir l'espace urbain*, un des multiples projets de l'association '*Juste Ici*', sert avant tout à attirer une population de bobos, de consommateurs d'art, de touristes dans des recoins de la ville où proprios, constructeurs et promoteurs immobiliers voient une occasion idéale pour spéculer et se faire du fric.

Ce n'est pas un hasard si ce projet est gavé de subventions par de multiples institutions : en cinq ans, la somme qui lui est versée est passée de 40.000 à 140.000 euros (dont 40.000 de la Mairie, le reste étant assumé par la DRAC, la Région, le département, la CAGB et l'Université), ce qui n'empêche pas leurs organisateurs de s'enrichir sur le dos de jeunes qu'ils recrutent en « service civique ».

Sa principale mission est de *revaloriser* certains quartiers, destinés à bénéficier directement aux commerçants, patrons de bars, bobos, promoteurs et aux rentiers de l'immobilier qui, grâce à la proximité du tramway, leur permet de flamber les prix des loyers, dans un environnement sécurisé par la rénovation urbaine et la vidéo-surveillance généralisée. Tout est pensé pour sécuriser les nouveaux arrivants. Ces « artistes de rue », au service de la mairie et des riches, nous imposent la valeur bourgeoise que représente l'Art – fut-il « urbain » - humiliant encore un peu plus les « non-éduqués », les

« marginaux » et ces « pauvres ignorant tout de l'art ». Ils ne sont rien d'autre que des artisans d'une domination supplémentaire sur les exploités et les opprimés, se substituant à la matraque du flic pour expulser les *indésirables* de ces nouveaux quartiers branchés.

D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si la signification même de « bien urbain » vient de l'expression « vous êtes bien urbain », qui fait référence à une personne que l'on dit serviable, polie et civilisée. Ce n'est ni plus ni moins qu'une immersion artistique des bourgeois dans l'espace urbain qui contribue à cette ville de riches.

Les coups de pinceau viennent s'ajouter aux coups de matraque. Chargés de quadriller les rues commerçantes, gares et désormais les transports, les uniformes bleu-marine ou kaki sont partout afin de protéger ce petit monde de riches et ces temples de l'argent !

Nous ne pouvons accepter plus longtemps cette énième couche d'arrogance bourgeoise et capitaliste qui nous est déversée en pleine gueule !

Il est temps de se réveiller et de passer à la contre-attaque contre la mairie qui en profite, de pourrir ces artisans de la gentrification et tout ce qui va avec !

Faisons de cette ville un enfer pour les riches et leurs protecteurs !

## Détours - Quelques réflexions au sujet de l'urbanisme, qu'il soit de Besançon ou d'ailleurs...

Les différents projets urbanistes entrepris ces dernières années à Besançon (tramway, passages Pasteur, réaménagement de la ligne de bus n°3, etc.) répondent à une logique économique qui n'est plus à démontrer. La mairie tente de faire des habitants des consommateurs.trices passifs.ives et des travailleurs.euses de plus en plus rentables et efficient.e.s.

À Besançon, comme dans toutes les autres grandes villes, deux documents président à tout ce qui touche à l'aménagement urbain : le PLU (Plan local d'urbanisme) et le PDU (Plan de déplacements urbains). Cette sensation que l'on peut vite ressentir quand on marche dans la ville d'être incessamment guidé.e, orienté.e, acheminé.e vers tel ou tel lieu n'est clairement pas qu'une sensation ! En effet, le PDU ne cache pas ses objectifs qui sont « d'organiser, dans le temps et dans l'espace, l'ensemble des modes de déplacements des personnes et des marchandises, la circulation et le stationnement » avec objectifs définis sur 10 ans. Sous des dehors écolos, qui apaisent les citoyen.nes et leur donnent bonne conscience (valorisation des transports en

commun, plus « propres », promotion de la marche et du vélo, réduction de la place de la voiture...), le PDU assimile personnes et marchandises, dans un souci de gestion de flux et de trafics optimisés.

Comme souvent dans ce type de documents « officiels », les objectifs et les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre sont énoncés dans une langue édulcorée et bien-pensante (« *modes de transports doux* », « *zone de circulation apaisée* »...). Les enjeux réels pour la municipalité sont clairs et ne varient pas : il faut pouvoir se rendre le plus rapidement possible sur les lieux de travail et de consommation, de préférence par des chemins prédéfinis, sans heurts, dans une optique de développement économique à tout prix. Au-delà de la surveillance permanente qui nous est imposée, des mécanismes bien plus insidieux sont mis en oeuvre par les urbanistes pour nous rendre toujours plus malléables et passifs.ives. Contre la ville-prison qui tente par tous les moyens de nous asservir, nous continuerons à faire des détours, à aller à contre-courant, à ne pas suivre les chemins établis.

## Un affront à leur nouveau temple de consommation

Lundi 15 février 2016 en plein après-midi, des jeunes à l'énergie débordante, flânent dans le tout nouveau centre commercial du centre-ville de Besançon, baptisé les "Passages Pasteur". Leur présence dérange, paraît-il... D'abord, celle des consommateurs. Mais ces mauvais sujets sont *suspects* dès le départ, car ils ne consomment pas. Cela constitue un crime vis-à-vis des entreprises (la principale étant le constructeur de taules 'Eiffage') et de la mairie qui ont passé de nombreuses années à l'ériger. Ils estiment certainement que le temps est enfin arrivé pour en tirer de juteux profits. Comprenez que si les responsables de la gestion de ce centre, la société "Klépierre" en tête et la municipalité, s'évertuent régulièrement à communiquer à la presse les chiffres de fréquentation et de consommation dans cet espace futuriste hyper-connecté, il est évident que ceci est lié au fait que le succès attendu n'est pas au rendez-vous. Ces promoteurs et gestionnaires ont misé gros sur cette énorme édifice et peinent à refourguer leurs cellules commerciales plus de 6 mois après son inauguration.

A cet agacement des puissants s'est ajoutée une autre épine dans leur pied : la présence d'*indésirables*, qui a immédiatement mobilisé les vigiles présents, D'ordinaire, l'acceptation et la résignation face à ceux qui fouillent une partie de la vie des gens et protègent par la violence les richesses d'une minorité sont monnaie courante, ce qui ne fût pas le cas cette fois-ci. Les jeunes se sont immédiatement rués sur ces chiens de

garde, les ont roués de coups et deux des leurs ont fini blessés, dont l'un sérieusement (il aura une ITT de quelques jours). Les flics - notamment la BAC - ont immédiatement envahi le centre commercial pour rappeler aux gentils consommateurs qu'ils peuvent tranquillement continuer à vaquer à leurs loisirs superficiels.

« *Pas question de laisser des jeunes cons casser tout ça....* », s'est fâché le maire PS lors d'une réunion de crise le lendemain de "l'agression" aux côtés de tous les services de police existants. Les mesures sont immédiates. Outre le renforcement du nombre de patrouilles de police autour et à l'intérieur du centre commercial, le directeur de 'Klépierre', Frédéric Robert, a tout de suite annoncé l'embauche de plusieurs vigiles pour sécuriser le centre. Par ailleurs, il a annoncé doubler voire tripler le nombre de vigiles les mercredis et samedis après-midi, périodes de "grande influence".

Ceci dit, cet épisode sur-médiatisé ne peut en aucun cas faire oublier le harcèlement policier à l'encontre des pauvres et indésirables du secteur de la place Pasteur, qui dure depuis de nombreuses années : déjà en 2011, les flics municipaux harcelaient quotidiennement les zonards de la place en distribuant à la pelle des amendes à des insolubles, alors que le centre commercial était encore en chantier. Nul doute que ces méthodes visaient à les dissuader de revenir, mais c'est de plus en plus difficile pour



le pouvoir de cacher la misère derrière leurs innombrables projets de restructuration urbaine. La mendicité au pied d'un espace où s'accumule la marchandise et la circulation du fric fait tâche pour le maire, qui rivalise depuis des années avec le maire de Dijon en matière d'embourgeoisement (le tramway ayant une part importante dans la construction de cette ville de riches).

Alors qu'un mouvement social dure depuis bientôt deux mois, ce temple du capitalisme mériterait bien que nous y fassions un tour, seul ou accompagné, en manif sauvage comme en explorateur nocturne.... Histoire de leur signifier simplement notre dégoût que leur monde nous inspire....

## Face aux rac(ial)istes et aux cul-bénis d'extrême gauche, solidarité !

### *Sur un air de contre-révolution...*

Depuis plusieurs mois et notamment les attentats de quelques fanatiques religieux du 13 novembre 2015, la bibliothèque anarchiste 'La Discordia', située dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, est prise pour cible en raison de la teneur des discussions qu'elle organise régulièrement (contre la religion dans son ensemble, y compris l'islam). Par ailleurs, les compagnons qui tiennent le local s'efforcent de porter des voix discordantes contre la nouvelle mode raciale qui bouffe peu à peu le milieu d'extrême-gauche et libertaire en France. Sous prétexte de lutter contre le racisme visant les personnes assimilées comme musulmans, des militants théo-compatibles s'organisent entre autre aux côtés d'associations et organisations musulmanes réactionnaires (antisémites, homophobes...) pour dénoncer « l'état d'urgence ». Il existe pourtant une confusion volontaire de leur part : entre le racisme visant les individus présentés comme « musulmans » et la critique de l'ordre moral religieux d'où qu'il vienne. Ces mêmes personnes qui dénoncent ce qu'ils appellent « l'islamophobie » omettent le fait d'évoquer les persécutions et les lapidations visant les athéistes et/ou révolutionnaires dans les États où l'islam est « religion officielle », coupables aux yeux de l'ordre moral de « blasphème ». C'est bien le terme « d'islamophobie », si chère à ces militants, que ces pouvoirs religieux emploient lorsqu'ils justifient la répression contre ces mêmes blasphémateurs. Rappelons une fois pour toute que prêtres, rabbins, imams et ayatollahs sont également les premiers à défendre l'enfer sur Terre, à maintenir toute sorte d'oppression (patriarcale, misogyne, homophobe, transphobe...) et casser toute

subversion contre l'ordre établi (les émeutes de 2005 en France et les révoltes au Maghreb et en Égypte en sont des exemples frappants).

Tout ceci va de pair avec la remise au goût du jour de la théorie de la « race », qui était l'apanage de l'extrême-droite jusqu'à présent (qui n'est ni plus ni moins qu'une inversion des théories de la « race » de Gobineau de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.) En plein « mouvement social » contre la loi « travail », des partisans de la « race » appliquent la ségrégation à l'intérieur de la lutte sur des critères biologiques, anatomiques, physiologiques, à la faculté de St-Denis (93). Pour couronner le tout, la bibliothèque anarchiste « La Discordia » a eu toutes ses vitres détruites dans la nuit du 21 avril et un « raciste » a été tagué sur la façade (quelle ironie de la part de crétins qui séparent les gens selon le taux de mélanine!). Alors qu'en ce moment même des vitrines de ce monde de fric et d'oppression tombent en miettes aux quatre coins du pays, des garants de l'ordre moral s'en prennent pour la troisième fois à des révolutionnaires qui luttent chaque jour avec le peu de moyen qu'ils ont pour tenir un lieu de diffusion et d'agitation anarchistes dans un quartier populaire de la capitale. Se taire devant ces agissements, c'est se rendre complices !

Il est plus que temps de réaffirmer notre aversion sans concession de toutes les religions, y compris celle que l'on nous présente comme « des opprimés », de leur théorie immonde qu'est celle de « la race ». Il n'y a pas de religion des opprimés, seulement des religions qui oppriment, tout comme il n'existe aucune « race » mais uniquement des racistes !

Solidarité avec la Discordia ! Pour le blasphème ! Pour l'Anarchie !

Le site : [ladiscordia.noblogs.org](http://ladiscordia.noblogs.org)

## *A l'assaut du vieux monde...*

### Contre leur monde de képis !!

Dans la nuit du samedi au dimanche 13 mars, le local du PS a une nouvelle fois été tagué. Les mots "Pourritures sociales" et "Contre votre monde de képis" avec des lettres de trois mètres de haut ont été inscrits sur le sinistre bâtiment de ceux qui, depuis qu'ils sont au pouvoir, se barricadent derrière leurs volets par peur de se faire péter leurs fenêtres en pleine nuit.

### Et solidarité active avec les sans-papiers !

Deux jours plus tard, mardi 15 mars, la permanence du sénateur bisontin des 'Républicains' Jacques Groperrin, situées au n°34 de la rue Bersot, a été prise pour cible : de la colle a été projetée dans la serrure et la façade vitrée recouverte de slogans, dont l'un en noir qui disait "solidarité migrants". La crapule bourgeoise fait mine dans la presse de ne pas comprendre. Est-il nécessaire de rappeler que la politique d'expulsion et de confinement des migrants à Calais est menée par la municipalité 'LR' de Natacha Bouchard ? En effet, à la périphérie de Calais a récemment été construit un méga-camp de containers pour contrôler et enfermer plus de 1500 migrants. Ce parti est, comme tous les autres, un rouage de la machine à expulser. Et de toute façon, quelle que soit la couleur des partis au pouvoir, ce sont leurs lois et tout ce qu'elles protègent qui sont attaquées. Alors, c'est toujours pas clair ?

### Contre la vidéo-surveillance...

Dans la nuit du 10 au 11 avril à Besançon, une caméra municipale de la place Granvelle a été mise hors d'état de fonctionner à l'aide d'une bombe de peinture. La méthode est pour le moins

original, puisque la personne a tout simplement grimpé au mât de la caméra avec sa bombe. Malheureusement, son pote et lui n'ont pas vu l'autre caméra nouvellement installée sur cette même place, ce qui – en plus du fait de s'être attardés sur les lieux – a permis aux flics de la BAC de les cueillir sans grande difficultés. Toujours est-il qu'un tel acte courageux ne peut qu'être applaudi.

### Détruit ce qui te détruit !

Pendant le week-end des 16 et 17 avril à Pontarlier (25), un distributeur de billets d'une agence bancaire de la « Société Générale » a été endommagé. Un panneau de pub a subi le même sort. Et les flics cherchent toujours le ou les auteurs de ces jolies attaques !

### Du casse au sabotage intégral...

Nuit du 17 au 18 avril. Afin de mener à bien leur casse en désactivant l'alarme du supermarché 'Casino' de Saône (en périphérie de Besançon), des cambrioleurs ont pris le temps de sectionner les câbles de fibre optique et le fil de cuivre du réseau 'Orange' qui passaient devant le magasin. Les dégâts sont importants. De 3h du mat' jusqu'à la fin de journée, les télécommunications téléphoniques et internet de plusieurs communes du Haut-Doubs et du Grand Besançon ont été interrompues. 10 à 15.000 foyers ont été impactés. Ce sabotage leur a permis de prendre tout leur temps (plus d'une heure) pour aller prendre la thune du fond de caisse (avoisinant les 2.000 euros) et quelques marchandises. Bien que le butin soit peu élevé, les répercussions de ce casse sont nombreuses : outre le fait d'être partis en embarquant avec eux le disque dur des enregistrements de vidéo-surveillance, les

cambrioleurs ont mis hors-service le système de cartes bancaires du magasin pour toute la journée, mettant un sérieux coup d'arrêt aux flux du capital.

Plus que le casse en lui-même, il est intéressant de voir à quel point ce monde de fric est vulnérable !

### Peinture contre l'armée

Dans la nuit du 17 au 18 avril, le centre de recrutement de l'armée (CIRFA) à Besançon a été bombardé de boules de peinture rouge sur sa façade.

Tandis qu'un tag disant « assassins » a été bombé sur le panneau de l'entrée, deux autres (« A bas l'armée » et « Qu'ils soient de Dieu ou de l'État, à bas tous les soldats ! - (A) ») ont respectivement été inscrits sur un mur et une église du secteur. Le communiqué publié sur un site d'open-publishing dit « Cette institution d'assassins en kaki soigne à la fois son image auprès du jeune public et des petits soldats de la consommation, mais cherche aussi et surtout à grossir ses rangs pour terroriser et massacrer les populations et les rebelles, ici comme partout [...] Refusons leur mise au pas ! attaquons l'armée ! »

### Attaque de la Chambre du Commerce et de l'Industrie

Dans la nuit du 19 au 20 avril à Besançon, la Chambre du Commerce et de l'Industrie a été cible d'une attaque : les assaillants ont jeté des oeufs de peinture de plusieurs couleurs sur la façade du bâtiment. Des vitres ont été fissurées à l'aide de projectiles. Un tag en noir bombé sur la façade disait : « Sur les cendres du vieux monde naîtra la liberté - Allumons le feu (A) ! ».